

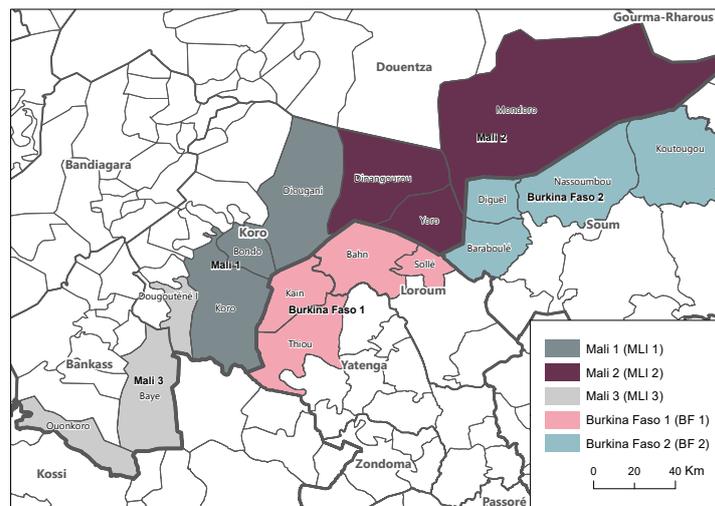
Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, la criminalité et la montée de tensions entre les communautés. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'informations sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis sur pied un suivi bimestriel de la situation humanitaire dans les localités situées dans la zone frontalière¹. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Cette fiche d'information a notamment pour objectif de faire un focus sur la zone frontalière entre le Mali et le Burkina Faso. L'ensemble des produits liés à cette évaluation est disponible sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

La méthodologie employée par REACH afin de collecter des informations dans la zone Trois Frontières est la méthodologie dite "Zone de Connaissance / Area of Knowledge". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC), et agrégées au niveau de la localité, du cercle et de la région. Un second volet a permis, au travers de groupes de discussion, de collecter des informations qualitatives sur les besoins multisectoriels des populations vivant dans les localités évaluées.

Cette fiche d'information présente les résultats de la collecte de données couvrant deux zones frontalières au Mali : les zones MLI 1 (composée des communes de Koro, Diougani et Bongo du cercle de Koro) et MLI 2 (composée des communes de Dinangourou et de Yoro du cercle de Koro et la commune de Mondoro du cercle de Douentza) et deux zones frontalières au Burkina Faso: les zones BF 1 (composée des communes de Kain et Thiou de la province du Yatenga, et les communes de Bahn et Solle de la province du Loroum) et BF 2 (composée des communes de Diguél, Baraboué, Koutougou et Nassoumbou de la province de Soum). Cette collecte a eu lieu entre le 5 et le 28 janvier 2022. Au total, 91 IC ont été consultés et 90 localités ont été évaluées. Sauf indication contraire, les réponses apportées par les IC se réfèrent à la majorité de la population de la localité dans une période de trente jours précédant l'entretien avec l'IC². L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « % de localités ». **La couverture actuelle de l'évaluation est limitée, et les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.**

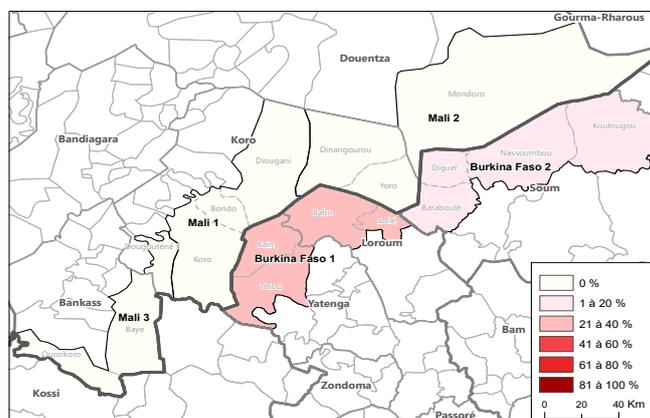
Couverture géographique



Résultats clés

% de localités évaluées par zone où les IC ont rapporté :	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
La présence de groupes de réfugiés	24%	13%	0%	0%
La présence de groupe de retournés	72%	47%	4%	4%
La présence de populations déplacées internes (PDI)	72%	100%	88%	48%
L'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données ³	22%	7%	9%	8%
Un accès insuffisant à la nourriture	84%	100%	85%	84%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	84%	60%	96%	88%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ⁴	56%	33%	31%	56%
Un accès insuffisant à l'eau	64%	60%	35%	52%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{3,4}	72%	47%	91%	100%
L'inaccessibilité aux services éducatifs à distance de marche ⁴	96%	100%	54%	100%
Un sentiment d'insécurité	76%	73%	100%	100%

% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de réfugiés - par zone, au cours des 30 jours précédant la collecte de données



De part et d'autre de la frontière, les IC ont rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte des données dans 9% des localités évaluées où la présence de PDI a été signalée. L'arrivée de nouveaux PDI était le plus souvent citée dans les zones BF 1 et MLI 1 avec respectivement 22% et 9% des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée. En outre, la présence de PDI a été rapportée dans 79% des localités évaluées avec des proportions assez importantes des localités évaluées dans les zones BF 2 (100%) et ML 1 (88%). La majorité des PDI dans 69% des localités évaluées où la présence de PDI a été rapportée aurait fui les violences dans leur localité d'origine.

Par ailleurs, les personnes réfugiées présentes dans les zones BF 1 (24% des localités évaluées) et BF 2 (13%) seraient originaires de la région de Mopti (Mali) et auraient fui les violences des groupes armés dans leurs localités d'origine (dans 100% des localités où la présence de réfugiés a été rapportée), selon les IC. Aussi, la présence de retournés a été rapportée dans 24% des localités évaluées avec des arrivées de personnes retournées au cours des 30 jours précédant la collecte de données dans 19% des localités évaluées où la présence des personnes retournées a été rapportée. Selon les IC, les personnes retournées regagneraient leurs localités d'origine en groupe de moins de 20 personnes dans 41% des localités où au moins une arrivée de retournée a été rapportée au cours des 30 jours précédant la collecte de données.

1. REACH. [Termes de référence. Suivi de la situation humanitaire \(HSM\) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso](#), novembre 2021.

2. Dans toute la fiche, si aucune autre précision n'est indiquée, l'indicateur se réfère au 30 jours précédant la collecte de données de janvier 2022.

3. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

4. Les définitions de « distance de marche » et de « conditions de vie adéquates » sont laissées à la discrétion des IC.

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

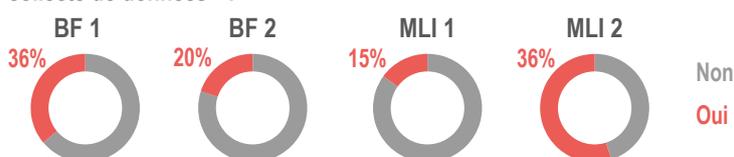
HSMI Jan. 2022
Analyse frontalière
Burkina Faso - Mali

Sécurité alimentaire

% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté l'inaccessibilité de marchés fonctionnels à une distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données^{4,5} :

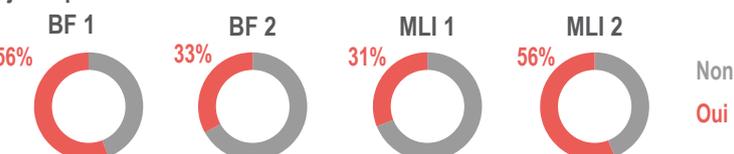


Principales raisons pour lesquelles les marchés fonctionnels étaient inaccessibles pour la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données (en % de localités évaluées)^{4,5,6} :

	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
Marché non accessible en raison de l'insécurité	78%	33%	75%	56%
Le marché est fermé sur décision des autorités	11%	67%	25%	33%
Pas de marché à distance de marche	0%	0%	0%	11%

Santé & nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'inaccessibilité de services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données^{4,5} :



Principales raisons pour lesquelles les services de santé fonctionnels étaient inaccessibles pour la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données (en % de localités évaluées)^{4,5,7} :

	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
Infrastructures trop éloignées	7%	0%	50%	71%
Pas de travailleur de santé dans la zone	50%	80%	0%	0%
Les infrastructures sont fermées / insécurité	7%	0%	13%	29%

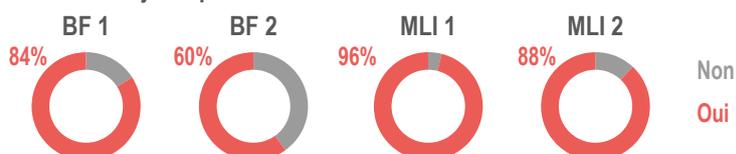
Des fortes proportions de localités ont été rapportées comme n'ayant pas accès à un service de santé à distance de marche dans les zones évaluées du Burkina Faso et du Mali. La raison principale de cette inaccessibilité varie en fonction des différentes zones. En effet, l'éloignement des infrastructures a été rapporté par les IC comme raison principale de nonaccès aux services de santé dans respectivement 71% et 50% des localités évaluées des Zones MLI 2 et MLI 1 du Mali. Tandis que l'absence de travailleurs de santé a été évoquée comme raison principale par les IC de 80% et 50% des localités évaluées respectivement des zones BF 2 et BF 1 du Burkina Faso. Alors que le nonaccès à des programmes nutritionnels à distance de marche a été rapporté dans respectivement 80% et 70% des localités évaluées des zones MLI 2 et MLI 1 du Mali, il a été rapporté l'accès à des programmes nutritionnels pour la majorité des populations dans 100% et 91% des localités évaluées des zones BF 1 et BF 2 respectivement.

Moyens de subsistance

Sources de revenus les plus fréquemment citées pour la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
Commerce	32%	13%	81%	52%
Agriculture pour vente	16%	27%	58%	24%
Emprunt / Dette	32%	20%	58%	52%
Élevage	32%	53%	15%	44%

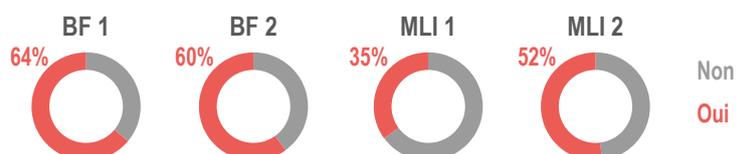
% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Alors qu'au cours des 30 jours précédant la collecte des données, la majorité de la population dans 88% des localités évaluées dans la zone frontalière entre le Mali et le Burkina Faso n'avait pas accès à leurs moyens de subsistance habituels, le commerce reste le principal moyen de subsistance pour la majorité des populations dans 54% de localités évaluées de cette zone frontalière, selon les IC. En outre, il a été rapporté par les IC que dans la zone frontalière des deux côtés (Mali et Burkina Faso), la propre production agricole, l'élevage et les emprunts constituent les autres moyens de subsistance pour la majorité des habitants dans plus de 38% des localités évaluées.

Eau, hygiène, assainissement (EHA)

% de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Proportion de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

	Savon	Cendre	Eau	Autre	AC ⁸
BF 1	4%	0%	92%	4%	0%
BF 2	0%	13%	80%	0%	7%
MLI 1	12%	15%	69%	4%	0%
MLI 2	8%	28%	64%	0%	0%

Les IC ont rapporté dans 50% des localités évaluées sur toute la zone frontalière que l'accès à l'eau était insuffisant pour couvrir les besoins de la population. En outre, concernant l'hygiène, et principalement l'utilisation du savon, les habitudes demeurent mauvaises pour la majorité des populations (le savon est utilisé pour le lavage de mains dans seulement 6% des localités évaluées). En effet, il a été rapporté dans 78% des localités évaluées de la zone que la majorité de la population se lavait les mains à l'eau uniquement. De plus, il a été rapporté que dans 88% et 80% de localités évaluées respectivement dans les zones BF 1 et BF 2 la défécation à l'aire libre était utilisée par la majorité de la population pour satisfaire leurs besoins. Ces proportions étaient de 58% et 68% respectivement dans les zones MLI 1 et MLI 2, selon les IC.

5. Les définitions de « marchés fonctionnels » et de « services de santé fonctionnels » sont laissées à la discrétion des IC.
6. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à un marché fonctionnel.
7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels.
8. « Aucun consensus » (AC) signifie que l'agrégation au niveau de la localité n'était pas possible à travers les différentes réponses données par les IC.

Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

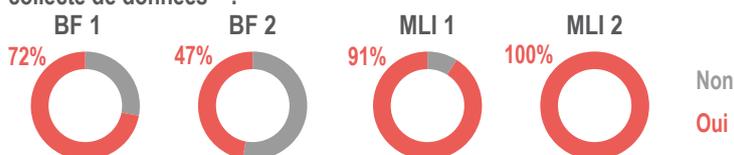
HSMI Jan. 2022
Analyse frontalière
Burkina Faso - Mali

Abri & Biens non alimentaires

% de localités évaluées où le principal type d'abri utilisé est une structure permanente (ex: brique ou banco & toit en métal), par groupe de population, au cours des 30 jours précédant la collecte de données :

	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
Population non déplacée	96%	100%	96%	100%
PDI ⁹	78%	80%	96%	100%
Réfugiés ³	83%	100%	-	-

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates de logement au cours des 30 jours précédant la collecte de données^{3,4} :



Il a été rapporté que la majorité des PDI vivait dans des abris permanents dans 91% des localités évaluées de la zone frontalière entre le Mali et le Burkina Faso où la présence de PDI a été rapportée. Aussi, il a été rapporté que la majorité des PDI dans 83% des localités évaluées ne vivait pas dans des conditions adéquates, avec pour principale raison le manque d'espace fermé, limitant les conditions d'intimité et de protection souhaitées (52%). Cette proportion était de 71% contre 42% respectivement dans les zones BF 1 et MLI 2. En outre, pour raison de manque d'espace fermé, limitant les conditions d'intimité et de protection souhaitées, la majorité des réfugiés ne vivait pas dans des conditions adéquates dans 88% des localités évaluées de la zone du Burkina Faso où il a été rapporté la présence des réfugiés.

Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Principales raisons pour lesquelles la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données (en % de localités évaluées)^{11,13} :

- 1 Violences par un groupe armé 67%
- 2 Vol de bétail 45%
- 3 Enlèvement 41%

Alors qu'un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population a été rapporté par les IC dans 91% des localités de la zone évaluée, ça a été le cas pour la majorité des populations dans la totalité des localités évaluées dans les zones frontalières Maliennes (100%) contre respectivement 76% et 73% des localités évaluées des zones BF 1 et BF 2 du côté du Burkina Faso. Aussi, le risque de violence par un groupe armé a été le plus cité de part et d'autre de la frontière par les IC comme principale préoccupation de protection dans la majorité des localités évaluées des zones MLI 1 (62%), MLI 2 (60%), BF 1 (68%) et BF 2 (73%). En outre, les IC des zones MLI 1 et MLI 2 ont cité plus souvent le vol de bétail comme préoccupation dans respectivement 42% et 44% des localités évaluées. Du côté du Mali, les IC ont cité comme autre inquiétude de protection, le risque de violence communautaire dans respectivement 42% des localités évaluées de la zone MLI 1 et 24% des localités de la zone MLI 2. Les IC du côté du Burkina Faso ont cité le risque d'enlèvement dans la zone BF 1 (72%) et dans la zone BF 2 (47%).

9. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates.

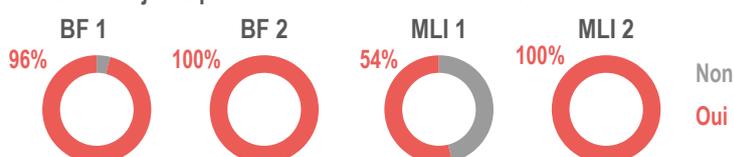
10. La définition de « services éducatifs fonctionnels » est laissée à la discrétion des IC.

Principales raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates au cours des 30 jours précédant la collecte de données (en % de localités évaluées)^{3,4,9} :

- 1 Manque d'espace fermé / conditions d'intimité et protection 52%
- 2 Abris non sécurisé 19%
- 3 Risque d'éviction 12%

Éducation

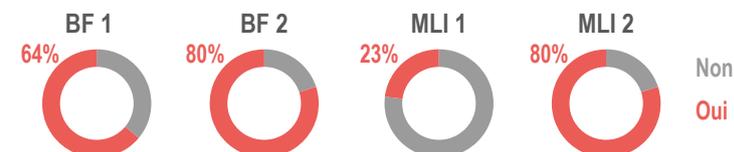
Proportion de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données^{4,10} :



D'après les IC, la majorité de la population des localités dans les zones frontalières évaluées entre le Mali et le Burkina Faso n'avait pas accès à un service éducatif fonctionnel à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Les raisons principales de ce manque d'accès évoquées seraient l'absence d'enseignants (42%) et l'arrêt de travail des enseignants dans 31% des localités évaluées. En outre, aucune stratégie d'adaptation n'est mise en œuvre dans 91% des localités évaluées de ces zones frontalières entre le Mali et le Burkina Faso, selon les IC.

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Alors qu'une proportion importante de localités a été rapportée comme n'ayant pas de réseau téléphonique stable dans la zone évaluée (50%), avec une accentuation dans les zones évaluées du côté du Burkina Faso, soit 80% et 64% des localités des zones respectives BF 2 et BF 1 et 80% de la zone MLI 2, les IC de la zone évaluée du côté du Mali ont rapporté l'existence de réseau téléphonique stable dans 77% des localités évaluées de la zone MLI 1. D'après les IC, les informations les plus utiles pour la majorité de la population de la zone évaluée concerneraient l'aspect sécuritaire (48% des localités évaluées) et l'accès à l'assistance humanitaire (31%).

Redevabilité

Top 3 des principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées)¹² :

	BF 1	BF 2	MLI 1	MLI 2
1	Sécurité alimentaire (80%)	Sécurité alimentaire (87%)	Sécurité alimentaire (92%)	Sécurité alimentaire (92%)
2	Protection (56%)	EHA (53%)	Protection (50%)	EHA (40%)
3	EHA (40%)	Casch (33%)	Santé (38%)	Moyen de subsistance (36%)

11. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question.

12. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois secteurs d'interventions prioritaires.

13. % calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte de données.